

Convention collective départementale

**IDCC : 1274. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Corrèze)
(30 septembre 1983)**

(Etendue par arrêté du 27 août 1984,
Journal officiel du 5 septembre 1984)

AVENANT N° 69 DU 17 FÉVRIER 2012

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES GARANTIES, AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES
HIÉRARCHIQUES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2012**

NOR : ASET1250431M

IDCC : 1274

Entre :

L'UIMM Corrèze,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Rémunérations annuelles garanties
applicables à compter du 1^{er} janvier 2012**

Conformément aux dispositions de l'article 14 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective, les partenaires sociaux conviennent de l'application du barème ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2012.

Les rémunérations annuelles garanties étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif du salarié et supporter, le cas échéant, les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les valeurs prévues par le barème ci-dessous seront applicables pro rata temporis en cas de survenance en cours d'année d'une entrée en fonction, d'un changement de classement ou de catégorie, d'une suspension du contrat de travail, d'un départ de l'entreprise.

Rémunérations annuelles garanties

Barème établi pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RAG
I	1	140	16 781
	2	145	16 827
	3	155	16 900
II	1	170	17 111
	2	180	17 208
	3	190	17 297
III	1	215	17 522
	2	225	17 631
	3	240	17 935
IV	1	255	18 504
	2	270	19 183
	3	285	19 825
V	1	305	21 655
	2	335	23 687
	3	365	25 741
	4	395	28 032

Ces rémunérations annuelles garanties s'entendent prime conventionnelle de vacances et prime conventionnelle de fin d'année exclues.

La rémunération minimale hiérarchique (art. 14 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective) sert de base pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Les barèmes de rémunérations minimales hiérarchiques sont obtenus en multipliant les coefficients hiérarchiques par la valeur du point.

La valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures est fixée à 5 € à compter du 1^{er} mars 2012.

Rémunérations minimales hiérarchiques

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS + 5 %		AM D'ATELIER + 7 %
I	1	140	700	O1	735,00	
	2	145	725	O2	761,25	
	3	155	775	O3	813,75	
II	1	170	850	P1	892,50	
	2	180	900			
	3	190	950	P2	997,50	

NIVEAU	ÉCHELON	COEF.	ADMINISTRATIFS et techniciens	OUVRIERS + 5 %		AM D'ATELIER + 7 %	
III	1	215	1 075	P3	1 128,75	AM1	1 150,25
	2	225	1 125				
	3	240	1 200	TA1	1 260,00	AM2	1 284,00
IV	1	255	1 275	TA2	1 338,75	AM3	1 364,25
	2	270	1 350	TA3	1 417,50		
	3	285	1 425	TA4	1 496,25	AM4	1 524,75
V	1	305	1 525			AM5	1 631,75
	2	335	1 675			AM6	1 792,25
	3	365	1 825			AM7	1 952,75
	4	395	1 975				2 113,25

Indemnités de panier (art. 21 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective) à compter du 1^{er} mars 2012 :

- prime de panier de jour : 4,41 € ;
- prime de panier de nuit : 5,35 €.

Prime de vacances (art. 27 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective) : 160 €.

Pour rappel : la prime de fin d'année est fixée à 280 € (art. 28 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective).

Formalités de dépôt

Conformément à l'article L. 2231-5 du code du travail, le présent avenant est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives et sera déposé dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2231-7, D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail. Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent avenant.

Fait à Brive, le 17 février 2012.

(Suivent les signatures.)